



## Bruno Chrétien: «Défense nationale ou protection sociale ? Il faut choisir»



Un quart de siècle s'est écoulé depuis la chute du mur de Berlin. La chute du communisme libéra alors d'un coup toutes les précautions des démocraties occidentales. C'était le temps béni des « dividendes de la paix » : on allait enfin réduire les dépenses de sécurité nationale. Dès 1990 avec le plan « Armées 2000 », la France s'engageait dans cette politique de baisse constante des dépenses militaires.

Les dépenses consacrées à l'Armée passèrent ainsi de 3,4 % à 2,2 % du PIB, représentant une baisse d'un tiers de l'effort de défense en moins de 25 ans. Le budget de la défense nationale devint ainsi la variable d'ajustement du ministère des Finances lors de chaque discussion budgétaire. L'utilisation que la France a faite de ces « dividendes de la paix » s'avère très instructive.

En effet, plus que tout autre pays, notre nation aura profité de ces années pour laisser filer ses dépenses sociales. Qu'on y songe : entre 1990 et 2015, les dépenses de protection sociale passent de 25 % à 32 % du PIB. Ces 7 % du PIB représentent la somme énorme de 147 milliards d'euros par an.

On aurait pu penser que les budgets soient consacrés à préparer l'avenir ou protéger les plus fragiles. Il n'en fut rien. La part consacrée à la politique familiale (2 % du PIB) et à la prévoyance (arrêt de travail ou décès : 1,7 % du PIB) resta étonnément faibles et stables. L'argent dépensé le fut en fait principalement pour les retraites (14,5 % du PIB) et la santé (11 % du PIB).

La seule solution raisonnable réside dans une baisse drastique des dépenses sociales qui sont trop généreuses pour certains et surtout ne protègent pas sérieusement les personnes qui en ont le plus besoin



[Visualiser l'article](#)

Nous n'avons pas distribué les « dividendes de la paix », nous avons dilapidé notre capital .

Terrorisme. Mais avec la guerre que la France mène contre le terrorisme, les priorités changent. L'arrêt tout récent de la baisse des dépenses de sécurité nationale n'est qu'un premier pas. Les budgets de l'armée et de la police ne pourront plus être considérés comme une poire pour la soif par les services de Bercy.

Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas. Comme le montre une étude récente, 70 % des Français souhaitent voir augmenter les dépenses de sécurité et de défense. Mais dans le même temps, 77 % ne veulent pas voir augmenter leurs impôts.

La seule solution raisonnable réside dans une baisse drastique des dépenses sociales qui sont trop généreuses pour certains et surtout ne protègent pas sérieusement les personnes qui en ont le plus besoin.

La protection des personnes handicapées comme la prise en charge de la dépendance doit faire l'objet d'une meilleure prise en charge à titre obligatoire. Il y va de l'honneur d'un pays toujours prompt à s'extasier de son modèle social sans toujours en mesurer les implications.

Comparé à nos voisins, rien ne justifie l'âge bien trop précoce de départ en retraite, qu'il s'agisse autant des régimes spéciaux que du régime général des salariés. De même, le niveau des pensions doit être revu à la baisse au regard de l'effort contributif fourni dans le passé par les actuels retraités.

De sérieuses économies doivent aussi être faites en matière de santé. Pour cela s'impose une réorientation de notre système de soins vers une logique vraiment préventive. Ces mesures ne sont guère faciles à entendre, particulièrement en période électorale. Pour ceux qui les subiront économiquement, elles feront couler des larmes.

Mais elles seront infiniment moins lourdes à payer que le sang qu'il nous faudra verser si nous ne transférons pas une partie des coûts de la protection sociale vers la défense nationale et la sécurité !

**Bruno Chrétien** est président de l'Institut de la Protection Sociale.